

Le Socialisme

Directeur : JULES GUESDE

PARAIT LE SAMEDI

HUIT PAGES

LE NUMÉRO : 10 centimes

BUREAUX : 15, rue Visconti, Paris VI^e, de 5 h. à 7 h.

ABONNEMENTS

Trois mois 1.50 — Six mois, 3 fr. — Un an, 6 fr.
ÉTRANGER : Six mois, 4 fr. — Un an, 8 fr.

SOMMAIRE

Notre programme. — Ch. RAPPOPORT.
Le Socialisme et les Réformes. — Charles DUMAS.
Les Anti... — Achille CAMBIER.
Les vrais coupables. — Charles BONNIER.
Une constatation. — Ch. R.
Au Jour le Jour. — Paul GRADOS.
La R. P. dans les Syndicats. — P.-M. ANDRÉ.
Le Vote du Budget en Allemagne. Une analyse de Karl Kautsky.
Le Mouvement International.
La Féodalité capitaliste.
Le répertoire capitaliste.
La main-d'œuvre agricole.
M. Pelletan et les réformes.
L'Action sociale.
La Presse corporative.
La Presse socialiste.

Notre Programme

De tous les partis socialistes, le Parti Socialiste français (Section de l'Internationale Ouvrière) seul n'a pas encore de programme. Il a une Constitution, une Déclaration de principes qui est la base et la raison d'être de l'Unité et qui lui tient lieu de programme. De là cette anomalie que le Parti ayant déjà un âge respectable, en est encore à discuter le sens de son action générale. Il a agi, il a vécu et il est encore à se demander en quoi doit consister son action, quelles sont les raisons de sa vie.

Espérons qu'à Toulouse le Parti prendra des mesures pratiques qui aboutiront, pour le prochain Congrès, à l'élaboration d'un programme socialiste définitif.

Un parti ne saurait rester longtemps sans un programme précis et clair. En définissant notre action, le Congrès de Toulouse en fournira les éléments nécessaires.

Il ne suffit pas de constater les revendications communes à tous les socialistes, indiscutables et indiscutées à savoir : la transformation collectiviste de la propriété et les améliorations immédiates à réaliser dans les cadres mêmes du régime capitaliste. Nous sommes tous pour la socialisation des moyens de production. Nous sommes tous pour toutes les améliorations immédiatement réalisables, pour les réformes, sans être pour cela, comme on semble le croire, des « réformistes », c'est-à-dire des radicaux socialistes.

Mais pour qu'un programme socialiste soit autre chose qu'un rendez-vous de lieux communs, il faut qu'il fixe dans des termes non équivoques les rapports qui doivent exister entre notre « but final » — la transformation de la propriété — et nos reven-

dications immédiates, entre notre programme *maximum* et notre programme *minimum*.

Et c'est en formulant ce rapport entre aujourd'hui et demain que nous nous heurtons (que nous le voulions ou non), à ce que l'on a appelé assez inexactement des « tendances ».

Deux conceptions absolument distinctes se présentent : le Réformisme et le Marxisme.

Le Réformisme se distingue du Marxisme par : 1^o la déduction théorique du socialisme ; 2^o la valeur particulière qu'il attache aux réformes.

Le Réformisme déduit le socialisme, son socialisme, de la démocratie bourgeoise arrivée au plus haut degré de son développement. Selon lui, le socialisme est le dernier mot de la démocratie conséquente avec elle-même. C'est la Déclaration des Droits de l'Homme réalisée. C'est le 89 qui aboutit. C'est le couronnement du régime bourgeois se désavouant, se suicidant. C'est en un mot une nuit du 4 août économique.

Le Marxisme n'accepte pas cette confusion des régimes et des idées. La révolution et la démocratie bourgeoises ont comme base la propriété privée des instruments de production déclarée éternelle. La Révolution sociale est, par contre, la résultante de l'évolution économique expropriant le producteur. Elle se base sur le prolétariat, sur la non-propriété, devenue le fait dominant du régime capitaliste.

On voit l'abîme entre ces deux conceptions. L'une invoque la bonne volonté démocratique, l'autre le fait économique. L'une est suspendue au passé bourgeois, l'autre s'appuie sur le présent prolétarien.

Le Réformisme, logique et conséquent, est conciliateur. Il est le collaborateur, l'ami et l'allié de la Démocratie. Il participe au pouvoir bourgeois. Le marxisme est intransigeant. Il constate la réalité et la nécessité de la lutte des classes en vue de la suppression du régime des classes.

Le Réformisme est optimiste, confiant et d'une nature aimante et pacifique. Il a le cœur et l'esprit assez larges pour y placer des classes différentes aux intérêts opposés. Il n'aime pas les « cloisons étanches » entre les classes. Il est plutôt d'humeur panthéiste, découvrant un peu partout le « souffle divin ». Il est volage et sans « préjugés » socialistes. Il aime à vivre et à laisser vivre : il est tolérant. C'est le socialisme bon vivant. Il aime tout, et il confond tout. Chaque classe pour soi, et le Réformisme pour tous. Pour tout dire, il est confusionniste.

Le marxisme est tout le contraire. Il distingue entre les classes. Il est batailleur et « sectaire ». Il est même insupportable — au socialisme bon garçon. Il ne tolère ni la manœuvre opportuniste, ni l'illusion — ou la machination — anar-

chiste. Il reflète à la fois et la misère prolétarienne et la conscience socialiste. Et il ne veut ni lâcher la proie collectiviste pour l'ombre réformiste, ni prendre le chahut anarchiste pour de l'action.

Le programme du Congrès de Tours (1902) est celui du Réformisme. Les programmes du Havre (1880) et d'Erfurt (1890) ont pour base le Marxisme. Le vieux Blanquisme et le Syndicalisme dit révolutionnaire, — ce Blanquisme ouvrier, avec son culte des « minorités énergiques » — n'ont pas de conceptions propres. Ils abritent leur incohérence tantôt sous l'ombre du Réformisme, tantôt sous celle du Marxisme. C'est à ces « conceptions » hybrides et contradictoires que convient le nom de « tendances ».

La Charte de l'Unité, qui repose sur des bases marxistes, élaborée sous l'influence du Marxisme international, contient les prémisses — obligatoires pour tout membre du Parti unifié — d'un programme dans le sens du Socialisme international. Mais pour que ces prémisses générales passent dans la vie même du Parti, il faut que son action quotidienne ne cesse jamais de s'en inspirer. Il faut qu'il répudie sans ménagement l'anarchie ouverte ou déguisée, et qu'il subordonne l'action réformiste au « but final » socialiste.

Ch. RAPPOPORT.

HIER & DEMAIN

III

Le Socialisme et les Réformes

Si nous pensions un seul instant qu'il pût y avoir pour le prolétariat quelque chance de salut dans le Réformisme, nous apporterions à l'en convaincre la même ardeur, le même courage et la même loyauté que nous employons à l'en dissuader. Oui, nous n'hésiterions pas une minute à dire aux prolétaires : Engagez-vous dans la voie des réformes, réclamez-en une aujourd'hui ; il vous faudra peut-être dix ans, vingt ans pour l'obtenir, mais ceux d'entre vous qui ne seront pas morts auront acquis de l'appétit et après une dizaine d'années, en plus d'efforts pour défendre leur conquête contre les retours du capitalisme, ils en réclameront une autre encore, deux autres, dix autres peut-être, qui sait ? Et c'est ainsi, en rendant chaque jour la société capitaliste plus habitable, en vous convainquant ou en vous donnant l'illusion qu'il y a vraiment quelque chose à espérer de la société actuelle, que nous sommes persuadés que nous arriverons à vous en dégouter définitivement et, d'étapes en étapes, d'appétits transmis *crescendo* de générations en générations, que nous finirons, dans quelques douzaines de siècles, par entrer dans la Terre Promise. Nous vous croyons trop bêtes pour faire aujourd'hui l'effort qui vous libérerait à jamais du capitalisme, mais nous vous croyons

capables de faire un effort identique et aussi considérable pour obtenir le rachat de l'Ouest ou des pensions de retraites pour les 4 0/0 de ceux d'entre vous qui ne seront pas morts à soixante ans.

Et nous irions plus loin encore dans nos affirmations : nous ne garderions par devers nous aucune arrière pensée ; nous dévoilerions d'un seul coup au prolétariat toutes les conséquences inévitables de la voie que nous lui indiquerions et nous lui dirions : Mais pour obtenir ces réformes, pour les faire passer de notre désir dans la réalité légale, il faut au Parlement une majorité qui les vote et comme nous, socialistes, nous ne suffisons pas à constituer cette majorité, il est nécessaire que nous entrions en rapport avec les éléments qui la pourront constituer. Nous conclurons pour commencer un accord loyal et permanent avec eux ; de là, nous serons naturellement amenés à signer une alliance étroite. Ainsi, nous deviendrons, puisque nous serons une fraction de la majorité qui gouvernera, qui nous aidera à faire les réformes, les soutiens nécessaires d'un gouvernement dont la raison cesserait d'être le jour où nous cesserions de le soutenir. Quelle raison y aura-t-il alors, oui, quel obstacle pourra s'opposer à ce que nous prenions une part de ce pouvoir, qui ne sera que par nous. Et voyez l'immense avantage. Ce n'est plus seulement le Parti socialiste qui apparaîtra comme le capable d'émanciper le prolétariat, mais ce seront tous les partis qui se seront unis à nous pour assurer, dans une trentaine d'années, le rachat du P.-L.-M. et les retraites aux prolétaires morts. Ainsi sera réalisée la pleine Démocratie où chacun sera appelé à aborder d'un commun effort les grandes étapes de l'humanité en marche vers l'inévitable avenir. Et alors, quelle nécessité y aura-t-il même d'un parti socialiste. Pour réclamer ces réformes, les syndicats sages ou brailleurs ne suffiront-ils pas ? Un parti, c'est étroit, c'est sectaire, c'est dogmatique, ça se dirige d'après des principes et c'est peu malléable. Nous élargirons les partis, nous les rectifierons les uns par les autres et après les avoir associés par le haut, nous les unifierons par le bas. Nous réconcilierons les irrécyclables pour la même œuvre de réformes ; nous jetterons dans le même creuset la conservation sociale et la révolution sociale et nous ferons de tout cela une synthèse de Démocratie. Et si quelqu'un nous objectait, par hasard, que cela serait un peu confus, nous répondrions, comme on l'a déjà dit, que ce sont les élites qui orientent les masses et que nous serions là, nous, pour orienter le prolétariat. Ah, le prolétariat, sans doute, ne comprendrait pas très bien où on le mène ! Mais quoi ! ne lui suffirait-il donc pas de savoir que nous sommes des élites et que nous le dirigeons d'après les lois, par nous découvertes, de la synthèse anarcho-opportuno-socialo-démocratique.

Il est bien malheureux pour nous que nous ne croyions à rien de tout cela et que nous pensions devoir dire exactement le contraire au prolétariat. Nous n'éprouvons pas le besoin de duper avec des apparences. Tout notre effort tend, au contraire, à lui éviter d'en être victime. Nous n'accordons qu'une valeur toute relative aux réformes. Il en est peu de bonnes et les meilleures nous semblent viciées par le milieu même dans lequel elles se sont réalisées. Il n'en est aucune qui puisse émanciper le prolétariat ou plutôt, il n'en existe qu'une, c'est celle de la propriété et celle-là ne pourra être réalisée que par le prolétariat lui-même avec, contre lui, pour cette œuvre, toutes les autres forces sociales. Et c'est en vue de ce but, et de ce but seul, que nous voulons le préparer et l'éduquer : qu'il s'organise dans des syndicats puissants pour être à même d'assurer au lendemain de la Révolution le fonctionnement de la production ; qu'il se groupe en masses compactes dans le Parti socialiste, pour enlever d'assaut la citadelle capitaliste, voilà la réalisation immédiate que nous lui montrons comme la plus nécessaire, la plus urgente et la plus féconde.

Nous ne repoussons pas, nous exigeons, même impérieusement, toutes les réformes de nature à faciliter et à accélérer ce double recrutement ; mais, avec la meilleure volonté du monde, nous ne pouvons considérer ces réformes comme des étapes, voire comme des appétifs. La société capitaliste ne nous appa-

rait pas comme un banquet copieux pour lequel il convient de se mettre en appétit, mais bien plutôt comme un pays ennemi en face duquel il convient de garder, sans vaine fanfaronnade comme sans faiblesse, sa poudre sèche et ses forces intactes.

Charles DUMAS.

LES ANTI.....

Parmi nos jeunes camarades qui se sont spécialisés dans la culture des "Anti" nous pensions qu'il n'y avait que des socialistes.

Le socialisme étant, par son essence même, contre toutes les forces d'oppression et d'exploitation, on a pu prendre une à une toutes ces forces pour leur opposer un *anti* quelconque sans se placer pour cela en dehors du Parti socialiste international.

Il suffisait, il est vrai, de se déclarer collectiviste pour résumer d'un mot la plupart des "anti" à la mode, y compris l'anti-capitalisme que l'on paraît négliger quelque peu, mais cela était sans doute trop simple et trop clair.

Quoi qu'il en soit, tous les *anti* sont en vogue, y compris l'anti-guesdisme, un anti spécial inventé au lendemain de l'unité et dont on se sert dans les congrès pour former les coalitions les plus inattendues dans le but de boycotter certains camarades.

Tout cela ne serait pas bien grave si un nouvel *anti* ne venait, à la veille du Congrès de Toulouse, s'affirmer avec une tranquille audace. Je veux parler de l'anti-parlementarisme que des délégués se proposent de défendre au Congrès.

Je ne voudrais pas dire des choses désagréables à nos camarades anti-parlementaires : beaucoup d'entre eux sont de bons militants et d'ardents propagandistes, mais je suis cependant bien obligé de constater que ces militants sont plutôt des anarchistes que des socialistes.

C'est comme anarchistes que les anti-parlementaires ont été exclus de tous les congrès socialistes internationaux.

Notre camarade Charles Vèrèque rappelait ici même, il y a quelques jours, les résolutions des congrès internationaux de Bruxelles, de Zurich et de Paris visant les anti-parlementaires : il a oublié de rappeler celle du congrès de Londres. C'est pourtant la plus catégorique : elle enjoint au bureau de rédiger à l'avenir les invitations aux congrès internationaux en faisant *exclusivement* appel :

« 1° Aux représentants de groupements qui poursuivent les substitutions de la propriété et de la production socialiste, à la propriété et à la production capitaliste et qui considèrent l'action législative et parlementaire comme l'un des moyens nécessaires pour arriver à ce but.

2° Aux organisations purement corporatives qui, bien que ne faisant pas de politique militante, déclarent reconnaître la nécessité de l'action législative et parlementaire. Par conséquent, les anarchistes sont exclus. »

Ce *par conséquent* qui termine la résolution dit, on ne peut plus clairement, que ceux qui ne reconnaissent pas la nécessité de l'action législative et parlementaire sont des anarchistes. En effet, on est en droit de se demander ce que les camarades, qui déclarent nuisible l'action parlementaire et préconisent l'abstention électorales, peuvent bien faire dans un parti qui se propose d'organiser économiquement et politiquement le prolétariat pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange.

Si ces camarades sont anti-parlementaires parce qu'ils ont constaté que certains élus ne remplissaient pas toujours très fidèlement leur mandat, je leur répondrai que les fautes des individus ne peuvent pas faire condamner l'action législative, pas plus que l'on ne peut condamner l'action syndicale parce qu'il peut arri-

ver que des syndicats aient des fonctionnaires infidèles.

Un parti bien organisé peut et doit mettre ses élus dans l'impossibilité de faillir à leur mandat, de même que, dans les syndicats, un contrôle sérieux peut et doit empêcher toute faute grave de la part des secrétaires et trésoriers.

Si ce n'est pas pour ces raisons que des membres de la Section française de l'Internationale ouvrière sont anti-parlementaires ; si c'est parce qu'ils jugent nuisible l'action législative et parlementaire, comme certains d'entre eux n'ont pas craint de l'écrire dans les journaux, ils me permettront de leur faire observer que, dans ce cas, ils sont bien imprudents en faisant cet aveu parce qu'ils se placent, par cela même, en dehors du Parti socialiste international.

Achille CAMBIER.

Comité de Rédaction du SOCIALISME

Le LUNDI et le VENDREDI, de 5 à 7 heures

15, Rue Visconti. — PARIS-VI

Les Vrais Coupables

A propos des décisions du Congrès de la Côte-d'Or, la vieille querelle des réformistes et des révolutionnaires se réveille à nouveau dans le Parti socialiste. Il faut que les idées de collaboration au pouvoir bourgeois soient bien enfoncées dans le cerveau de certains membres de l'Unité pour que, malgré les décisions du Congrès d'Amsterdam, on parle encore d'alliance avec les partis bourgeois.

Comme si ce n'était pas assez de cette levée de vieux boucliers, nous avons le plaisir de réentendre le premier ministre socialiste, ou plutôt celui qui, s'appelant socialiste, est entré pour la première fois dans un ministère bourgeois, venir prôner la panacée Waldeckienne du contrat liant les patrons et les ouvriers, de la grève ou du lock-out obligatoire, de la personnalité légale donnée aux Syndicats et autres solutions de même farine.

Si l'on n'était fatigué de rediscuter ces propositions cousues de fil blanc, il suffirait de faire remarquer que c'est à l'apparition de leur entrée dans un ministère bourgeois que nous devons l'éclosion du néo-anarchisme, de l'hervéisme et autres issues de mauvais aloi dans la classe ouvrière. Ceux qui se déclarent prêts à faire un geste nécessaire, pour jeter les anarchistes par dessus bord seraient bien étonnés si on leur disait que ce sont eux qui ont fait entrer ces mauvais moutons dans le Parti socialiste.

La première tentative de l'ex-ministre du commerce pour lier les Syndicats et les attacher derrière son char, a été le signal de l'entrée des anarchistes dans la C. G. T. Les Syndicats n'ont pas voulu de ces présents d'Artaxercès et, comme ils voyaient la grande majorité du groupe parlementaire suivre aveuglément Waldeck, puis Combes dans les routes détournées de l'anticléricalisme, les ouvriers n'ont plus eu confiance dans le socialisme dit parlementaire.

La seule force des arguments de la *Guerre Sociale*, c'est le reproche aux députés socialistes qui ont suivi Waldeck et Combes d'avoir détourné les ouvriers, non seulement du socialisme, mais même de la forme républicaine. Les Syndicats ont voulu agir pour eux-mêmes, et ils ont écouté (certains d'entre eux au moins) les meneurs libertaires. La dernière phrase du discours de Guesde au Congrès international de Paris était prophétique et le Mille-randisme a amené l'anarchisme ; l'un est la conséquence de l'autre.

Aujourd'hui, ceux qui marchaient la main dans la main, ou le vote dans le vote, avec les anarchisants du Congrès de Limoges et de Nancy, veulent répudier toute alliance avec les partisans de l'action directe. Mais celle-ci ne doit-elle pas son origine à l'inaction, à l'indirectisme des partisans du Bloc ? C'est cela

Au Jour le Jour

qu'il ne faut pas oublier. Tant qu'on rêvera d'un retour à la situation d'avant le Congrès d'Amsterdam, on fournira des armes aux fractions de l'anti-militarisme, du sabotage et de l'action directe.

Pourquoi dans les autres pays les Syndicats et les groupes politiques marchent-ils d'accord? C'est parce qu'ils n'ont pas confondu les deux actions; mais ne les ont pas séparées non plus irrévocablement. Dire à un militant socialiste anglais qu'il ne devrait pas rejoindre sa Trade-Union, serait lui proposer une impossibilité. D'autre part, lui conseiller, comme le font les partisans de l'action directe, de ne pas prendre part à la lutte parlementaire et de ne pas voter, ce serait méconnaître la tactique ouvrière anglaise qui a toujours été syndicale et politique.

Mais, en France, encore une fois, on a pu soutenir qu'il fallait s'abstenir de l'action politique, parce que les Syndicats avaient constaté les défaillances, pour ne pas dire plus, de certains socialistes se faisant les coryphées de Combes et de Waldeck.

La vraie solution, et nous espérons que ce sera celle qui triomphera à Toulouse, c'est de donner un coup de barre à gauche et de renoncer une fois pour toutes à toute alliance avec le parti radical. Cela aurait le double avantage de rendre au Parti socialiste son autonomie et de couper l'herbe, et la propagande sous le pied, aux partisans de l'action directe. Le Parti socialiste, en agissant au Parlement et dans ses Fédérations, reprendra cette vie intense qui existait pendant la législature de 1893, et aux dates glorieuses de Fourmies et des luttes à Billi-sur-Montigny et à Lens. De plus, en agissant nettement et révolutionnairement, il dissipera les menées anarchistes. Où étaient les anarchistes à cette époque? Disparus dans la police où noyés dans la littérature.

C. BONNIER.

UNE CONSTATATION

Les feuilles de nos socialo-cabotins, ne trouvant pas mieux, mènent un grand bruit autour de deux passages de mon article paru ici le 8 août sous le titre : *La leçon des faits*.

Ma citation d'un mot de Bebel et mon allusion aux « massacres payés » par la bourgeoisie font l'objet de leur indignation tapageuse. Il faut être ou un illettré, ou d'une mauvaise foi sans égale pour voir dans le mot que Bebel appliquait, par hypothèse, à soi-même, autre chose que l'expression d'un sentiment de la responsabilité qu'assume celui qui prétend guider ou conseiller la classe ouvrière. La suite de la phrase — que les feuilles socialo-cabotines se gardent bien de reproduire — le prouve. Elle dit notamment : *Il suffit de les faire changer de tactique.*

Quant aux « massacres payés » par la bourgeoisie, tout le monde comprend qu'il s'agit des *massacreurs* et non des *massacrés*. Lorsque nous disons que l'on fusille le peuple avec des balles « payées » par son argent, est-ce une « insinuation » contre les camarades que nous faisons ou la constatation d'un crime permanent du régime capitaliste?

La présente mise au point est faite non pour ceux dont la profession est de mentir et de salir, mais pour les camarades sincères.

Ch. R.

PETITS PROFITS CAPITALISTES

La *Société des Mines de la Loire* a été constituée avec un capital de 80.000 actions sans valeur nominale. En 1894, une valeur de 100 francs fut attribuée à chaque action. Au 31 décembre 1906, l'actif de cette Société s'élevait, net, à cinq millions, et le bénéfice de l'année 1906 à *trois millions cinq cent neuf mille francs*.

De 1899 à 1906, le bénéfice a atteint 28.794.000 francs.

Constituée dans les mêmes conditions que la *Société des Mines de la Loire*, la *Société des Mines de Saint-Etienne* avait, au 31 décembre 1906, un actif net de 7.550.000 francs. Les bénéfices en six années (1900 à 1906) ont été de 28.112.000 fr.

La peau de l'ours.

Croirait-on qu'on n'arrive pas à se mettre d'accord, dans le clan radical, sur la composition du fameux Bloc cher à quelques-uns de nos camarades!

Les uns le veulent complet, les autres pur de tout alliage. Ces derniers n'y admettent pas la présence de l'élément socialiste; les premiers, au contraire, ne renoncent pas à tout espoir d'une « entente cordiale » avec nos amis et paraissent déplorer la guerre à couteau tiré qui nous font leurs chers de file.

Que ces braves gens veuillent donc bien attendre les résolutions de notre prochain Congrès : nous nous chargeons de les mettre d'accord — sinon en les croquant l'un et l'autre, cette opération étant subordonnée à l'état de nos forces, du moins en les renvoyant dos à dos, ce que nous pouvons et devons faire dès à présent.

Les Flies d'Outre-Manche.

Que de fois n'avons-nous pas entendu vanter, par des voyageurs assurément dignes de foi, l'irréprochable correction et l'incomparable obligeance des *policemen* anglais à l'égard du public!... Comparés à nos *flies*, ce sont de véritables « anges gardiens », nous disait-on.

Eh ! sans doute, et cependant...

Cependant, l'autre jour, ces modèles de douceur et d'urbanité firent usage de leurs armes, à Glasgow, pour réprimer une contre-manifestation des sans travail — laquelle prenait des allures trop socialistes et s'adressait à quelques princes du sang.

Ils n'ont certainement pas agi sans ordres supérieurs. Nous sommes donc fondés à proclamer que l'on adopte partout les mêmes procédés contre nos revendications de classe, dès que le mouvement ouvrier prend une allure quelque peu inquiétante.

Les F. : Vatenguerre.

Au cours de je ne sais quel banquet inaugural donné dans le voisinage de Marseille, le Brisson qui préside les travaux de la Chambre a éprouvé le besoin de rappeler sa glorieuse équipée de 1902.

On se souvient qu'en effet, menacé de perdre son siège au dixième arrondissement de Paris, notre homme s'en fut se faire élire dans les Bouches-du-Rhône.

Singuliers défenseurs de la République, qui désertent les points les plus menacés du champ de bataille ! Et comme il leur sied après ça d'aller dire que c'est notre parti qui fait le jeu de la réaction !

Tout autre fut l'attitude de Jules Guesde, en 1898 : alors même que son échec apparaissait comme certain, notre ami refusa catégoriquement les offres qu'on lui faisait ailleurs, et demeura à son poste.

La Pensée des morts.

De *Temps en Temps*, le journal du même nom se complait à rappeler à ses lecteurs certains propos de feu Garibaldi — lesquels tombent comme autant de pavés d'ours sur le nez de ceux qui se disent les continuateurs de sa politique.

Dans son numéro du mardi 8 septembre, le susdit canard rapporte la parole suivante, dite en 1879 par le « grand tribun » de la bourgeoisie « républicaine » :

« Il n'y a que deux choses qui puissent mettre en péril notre établissement républicain : une guerre continentale ou la suppression du budget des cultes ! »

Et voilà la clef de bien des mystères. On s'explique à présent la débauche d'expéditions coloniales faites d'un cœur si léger par la troisième République, en même temps que sa longue hésitation à couper les vivres aux chargés d'affaires du Vatican.

Seulement, quand on se souvient que le grand tribun déjà nommé s'écriait également : « Le

cléricalisme, voilà l'ennemi ! » on reste quand même tant soi peu rêveur en présence de cette bizarre démocratie, qui ne peut subsister qu'à la condition d'entretenir et de subventionner ceux qu'elle nous représente comme ses pires ennemis.

Diplomatie économique.

Une lettre adressée de Varsovie au *Temps* nous apprend qu'une émigration polonaise est organisée par une société de Galicie « pour fournir des bras à l'agriculture française » ; c'est surtout vers la Lorraine que l'on envoie des garçons de ferme, lesquels, dit la lettre, ne gagnent que 100 francs par an dans leur pays, alors qu'en France on leur offre 300 ou 400 francs.

Fort bien. Seulement, il serait intéressant de savoir si les salariés français ne touchent pas ou ne revendiquent pas dans cette région une rétribution plus élevée. On s'expliquerait alors l'appel au souvenir de Stanislas Leczinski et l'apologie des « relations franco-polonaises » contenue dans le susdit factum.

Disette et pléthore.

Dans un des précédents numéros du *Socialisme*, nous informions nos lecteurs qu'une famine due au manque de blé sévissait dans quelques régions africaines.

Nous apprenons maintenant qu'aux Etats-Unis, notamment dans l'Etat d'Ontario, la récolte est tellement abondante que les compagnies de chemins de fer craignent de ne pouvoir suffire au transport des grains.

Cette anarchie dans la production et dans la distribution des produits est certainement un des faits les plus caractéristiques d'une organisation sociale basée sur le système de la propriété privée — et aussi les plus dignes de l'admiration des économistes officiels. Disette ici, pléthore là-bas, impuissance à remédier à l'une comme à l'autre, telles sont les principales beautés du régime capitaliste.

A quoi ça doit servir.

L'aviation et la direction des ballons font, depuis quelque temps, de notables progrès, en France aussi bien que dans d'autres pays.

On s'en félicite dans les milieux bourgeois. Par intérêt aux découvertes scientifiques, sans doute?... non pas. On y voit tout simplement une utilité d'ordre militaire et stratégique.

C'est, en effet, à la supériorité de leurs moyens de destruction qu'on reconnaît principalement les nations les plus civilisées. Singulière émulation, tout de même, s'il faut vivre en régime capitaliste pour voir ces choses-là.

« Ne parle pas... »

Les dreyfusards de marque qui siègent actuellement au pouvoir ont fait jadis un tapage d'enfer parce qu'on ne respectait pas assez les droits de la défense dans l'instruction d'un procès.

Aujourd'hui, leurs plus ardents disciples de la presse gouvernementale laissent passer, sans la moindre protection, les nombreux dénis de justice dont s'enrichit le procès des victimes de Draveil et de Villeneuve-Saint-Georges.

Notons seulement l'incident suivant :

Au cours de son interrogatoire, le citoyen Yvetot s'est permis de mettre en parallèle une brochure dont il est l'auteur — et qui figure au nombre des chefs d'accusation relevés contre lui — avec un discours beaucoup plus violent dans le fond comme dans la forme, prononcé autrefois par M. le Garde des Sceaux. *Le magistrat refusa de laisser l'accusé s'expliquer à ce sujet.*

Ne touchez pas à la reine ! disait-on sous l'ancien régime.

La question ne sera pas posée ! déclarait, il y a quelques années, le président d'un tribunal dans l'Affaire.

Défense de parler de M. le Ministre ! dit-on aujourd'hui.

Et l'on vient soutenir que nous ne sommes pas en progrès !

Paul GRADOS.

La R. P. dans les Syndicats

La Représentation Proportionnelle dans les élections politiques est appelée à être pratiquée tôt ou tard en France. Chaque jour elle gagne de nouveaux partisans. On peut même dire qu'il n'y a plus d'adversaires de son principe, qui est la reconnaissance du droit des minorités d'être représentées. S'il y a une majorité contre la R. P. dans le Parlement, ce n'est pas contre ce droit des minorités, — nul n'oserait le contester! — mais c'est seulement parce que la majorité d'aujourd'hui craint de n'être plus la majorité de demain si elle renonçait au système électoral actuel. Quant aux prétendues difficultés d'application de la R. P. invoquées par les politiciens radicaux, elles ne sont pas suffisantes pour dissimuler la véritable raison — que je viens d'inquer — de l'opposition faite à ce mode de représentation.

Sous la pression de l'opinion publique ou à l'occasion de circonstances favorables, la R. P. s'imposera finalement aux parlementaires.

Le Parti Socialiste est tout acquis à cette réforme dont le principe lui paraît conforme à l'équité et dont l'application lui donnera une plus grande liberté d'action et une pleine autonomie dans sa lutte électorale. Il a, d'ailleurs, été le premier parti, je crois, qui, en France, ait appliqué à lui-même d'une manière systématique la représentation de la minorité. En l'inscrivant dans les statuts de son unification, il a donné aux principales tendances qui se manifestent dans son sein un moyen de s'équilibrer; il a supprimé les heurts entre elles et il a ainsi assuré le développement régulier de son unité morale. Quoi qu'on en ait dit, il s'est fort bien trouvé de la R. P. et si jamais il y renonçait, ce ne pourrait être que pour des raisons analogues à celle que n'ose pas invoquer la majorité parlementaire.

Dans les Syndicats ouvriers, il semble que le besoin d'une représentation de la minorité ne doive pas se faire sentir. Le Syndicat n'est pas un groupement d'opinion; il a presque exclusivement pour but la défense d'intérêts professionnels et qu'il puisse y avoir divergences entre ses membres à ce sujet, on ne le conçoit pas. Cependant, lorsqu'il dépasse son but exclusif, ou qu'une partie de ses membres veut le dépasser, le Syndicat est aussitôt tiraillé par des courants contraires de tactique ou de méthode, et ces divergences ne sont point secondaires car elles peuvent entraîner des scissions.

La majorité décide, la minorité s'incline: telle est la règle. A cette règle, la majorité elle-même, pour maintenir l'unité syndicale, doit apporter des tempéraments; elle ne peut dénier à la minorité le droit de participer, proportionnellement à ses forces, à l'administration du Syndicat.

Tant que le Syndicat ne groupe lui-même qu'une minorité des travailleurs de la corporation, la lutte qu'il doit livrer à l'indifférence ouvrière autant qu'au patronat, impose à ses membres une cohésion qui ne laisse pas de place à des diversités de tendances. Mais lorsqu'il s'élargit et qu'il englobe une masse ouvrière, avec la diversité des tempéraments et des manières de voir, il est, au contraire; tenu de donner de la souplesse à son fonction-

nement intérieur, afin d'obtenir un équilibre indispensable à son action. Le récent conflit surgi dans la Fédération du Livre ne provient pas seulement de difficultés locales ou personnelles: il révèle chez les typos une minorité qui réclame une impulsion fédérale nouvelle. Le Livre sera amené à appliquer la R. P., comme l'ont fait les Employés au Congrès de Rouen et d'autres grands Syndicats, il y a longtemps déjà.

Dans la C. G. T. française, la question de la R. P. se pose d'une façon imprévue: il ne s'agit pas de savoir si la minorité doit être représentée, mais si c'est elle qui doit continuer à dominer la majorité. Si invraisemblable que cela paraisse, c'est pour la majorité que l'application de la R. P. est réclamée à la C. G. T. Il appartenait, en effet, à notre Syndicalisme d'innover, en matière de représentation, en assurant à la minorité non pas un droit de minorité — que lui assurerait la R. P. — mais un droit de majorité. Le vote par Syndicat et non par syndiqué, qui est la règle des Congrès corporatifs de France, aboutit à ce résultat bizarre, mais logique puisque, pour nos syndicalistes-révolutionnaires, la majorité ouvrière ne compte pas et que nos destinées sont entre les mains de minorités énergiques.

Il est vrai que les syndicalistes-révolutionnaires contestent que le système de votation en usage dans les Congrès de la C. G. T. assure la prépondérance à la minorité des syndiqués. Contre la R. P., ils invoquent l'impossibilité présente de procéder à un recensement exact du nombre des syndiqués appartenant à chaque fédération. Cet argument n'est pas sans valeur. La C. G. T. ne connaît pas le nombre de ses membres. Elle ne connaît que les Syndicats ou Fédérations de Syndicats et les Bourses du Travail. Sur le nombre des syndiqués accusés par ces Syndicats, Fédérations et Bourses, elle n'a aucun contrôle. Pour que ce contrôle puisse s'établir efficacement, il faudrait une cotisation confédérale payée par le syndiqué et non, comme actuellement, par les Syndicats, Fédérations et Bourses. C'est donc toute l'organisation confédérale qui serait à modifier. Les organisations socialistes, qui ne connaissaient autrefois que le mode de votation par groupes, ont adopté, en s'unifiant, la cotisation par militants. Le Parti pourra ainsi, au cas où la proposition de la Fédération du Nord serait adoptée à Toulouse, faire voter dans ses Congrès exactement tous ses adhérents, en attribuant un suffrage à chacun d'eux. La C. G. T., inévitablement, devra en venir à ce système, qui fonctionne dans d'autres nations et qui est, sans contestation possible, le plus parfait de tous les systèmes de votation, puisqu'il permet la meilleure application de la R. P. en assurant à la minorité sa pleine représentation.

P.-M. ANDRÉ.

LE VOTE DU BUDGET CAPITALISTE EN ALLEMAGNE

Une analyse de Karl Kautsky

On discute en ce moment dans la presse socialiste, l'organisation du Congrès de Nuremberg. Les révisionnistes du Sud affectent une grande indignation à propos de ce fait que les camarades du Nord usent de leur droit réglementaire d'envoyer au Congrès une délégation complète. Cela ne les empêchera pas d'envoyer à ce même Congrès le plus grand nombre possible de délégués. Et notez bien que jamais les camarades

adversaires du vote du Budget ne pourront envoyer un nombre de délégués correspondant à leur force d'organisation. Voici un exemple: Berlin possède 86.429 socialistes organisés et cotisants. Il n'a droit qu'à 24 mandats, tandis que la Bavière, Wurtemberg, Bade et Hesse, disposant ensemble de 99.170 camarades organisés, peuvent envoyer 78 délégués.

Autrement dit presque le même nombre d'organisés ont une représentation trois fois plus grande. Et c'est encore eux qui crient à l'injustice! On peut s'imaginer quelle situation ils auraient fait à leurs adversaires s'ils étaient la majorité du Parti. Dans tous les pays, ce sont les modérés qui cherchent à battre leurs adversaires, les intransigeants, à coup de mandats illégitimes. Et avec cela, ils posent encore aux victimes!

O opportunisme, combien d'iniquités on commet en ton nom!

Notre ami Karl Kautsky a fait l'analyse la plus remarquable et la plus objective du problème du vote des budgets dans la *Neue Zeit*. Nous regrettons de n'en pouvoir donner qu'un résumé très incomplet.

Les camarades du Sud invoquent leur situation politique particulière, une liberté plus grande, les « bons côtés » du régime. Ils oublient que ces « bons côtés » sont intimement liés aux mauvais. Le régime tout entier est à combattre. Les landtags font voter les budgets de l'Eglise, de la police, des prisons, etc. Les Etats particuliers tirent de grands profits des travailleurs.

Il est vrai que les Etats du Sud sont un peu plus libres. Mais s'il faut voter le budget pour quelques bribes de libertés, il faudra le voter partout et toujours. Car on peut toujours découvrir un Etat qui est encore moins libre que celui dont on votera le budget. Il faut comparer l'Etat présent avec les exigences du prolétariat et non avec des régimes inférieurs.

Kautsky cite l'exemple du Parti Unifié de la France interdisant d'une façon formelle le vote du Budget. « Il n'y a — dit-il — que des renégats et déserteurs élus comme députés socialistes pour y voter le Budget ».

Il ne faut pas croire que la démocratie se développe d'une façon régulière dans les Etats capitalistes avancés. Au fur et à mesure des progrès socialistes, le capitalisme tend à restreindre la liberté. Il tend à retomber dans le despotisme si le prolétariat ne s'y oppose pas avec la vigueur nécessaire.

Au point de vue économique, le Sud est moins avancé que le Nord. Les paysans et les petits bourgeois y prédominent. Les ouvriers eux-mêmes sont imbus d'esprit petit bourgeois. De là cette tendance aux compromissions.

Les gouvernements du Sud qui avaient, jadis, livré leur pays à Bonaparte ont été amenés à faire de la démagogie, faisant semblant de s'appuyer sur le peuple. Il ne faut pas en être dupe. Ils restent les meilleurs suppôts de la réaction prussienne avec laquelle ils s'accordent comme des larrons en foire.

Les partisans du vote du Budget capitaliste invoquent également la nécessité d'obtenir des « résultats positifs ». Il n'y a pas de classe dominante qui ne soit amenée, dans son propre intérêt, à faire des concessions pour se rallier les masses. Il serait insensé de les refuser, mais il serait aussi contraire aux intérêts du prolétariat d'en savoir gré à ses adversaires. Il faut dénoncer les motifs de ces concessions en transformant les réformes d'instrument de duperie en instrument de propagande et de lutte. Dans le cas contraire, les réformes deviendront autant de chaînes qui riveront le prolétariat à ses maîtres.

C'est le centre catholique qui domine la Bavière. Kautsky démontre le jeu démagogique de ce puissant parti qui emploie une politique de corruption. « La social-démocratie ne cherche pas à enrichir de quelques pfennigs quelques catégories d'ouvrières. Elle veut émanciper le prolétariat entier de toute sorte d'oppression aussi bien économique qu'intellectuelle. Et il faut résister à ceux qui veulent payer une élévation du salaire par l'abêtissement des masses. »

Parler contre et voter pour le Budget, c'est la tactique de l'opposition pour rire de la fronde bourgeoise qui l'a complètement discréditée. Le vote du Budget des camarades du Sud est une démonstration contre la tactique du Parti.

Même si l'on rejette la politique des principes pour celle de « résultats », la tactique des camarades votant le Budget est mauvaise: on favorise ainsi le concurrent politique. Cela n'est pas pratique — en politique aussi bien qu'en affaires.

Le vote du Budget ne saurait se justifier que par des considérations électorales et locales qui n'ont rien de socialiste. C'est l'esprit du petit bourgeois qui rampe devant un ministre pour posséder une garnison dans sa ville, tout en se déclarant antimilitariste.

« Notre force et notre succès électoral — conclut Karl Kautsky — ne réside pas dans la petite bourgeoisie, ni dans le prolétariat qui nourrit des sentiments petits bourgeois, mais dans le prolétariat conscient, dans sa combativité, dans son enthousiasme et son dévouement à la cause. Or, la conscience de classe aussi bien que son enthousiasme sont entravés par une politique reconnaissante envers nos adversaires de leur bienveillance pour les ouvriers, reconnaissance qui s'exprime par le vote du Budget. »

MOUVEMENT INTERNATIONAL

La neutralité du Danemark

Nos camarades danois viennent de présenter au Parlement un projet de loi tendant à faire déclarer le Danemark territoire neutre et abolissant le service militaire.

Ce projet de loi est accompagné d'une argumentation dont nous donnons ci-dessous quelques extraits :

« Il faut que le peuple danois reconnaisse que sa défense contre l'attaque d'une grande puissance excède de beaucoup ses forces, et que toute tentative dans ce sens n'aurait pas la moindre perspective de réussir. L'Etat danois devra donc exclusivement baser sa confiance sur la paix et se déclarer neutre vis-à-vis des autres puissances, non seulement pour un temps déterminé ni dans telle circonstance particulière, mais par principe et à jamais.

« ... Dans une guerre, les eaux danoises seraient dominées par des flottes de force supérieure, au point que nous ne pourrions plus entretenir les communications entre les diverses parties du pays et, pis encore, il nous serait impossible de remplir la toute première condition d'une défense, savoir : la mobilisation de l'armée et sa concentration pour la défense commune.

« Le caractère international de la démocratie sociale et sa puissante expansion dans tous les pays civilisés, particulièrement en Allemagne, sont la plus sûre garantie du maintien de la paix. Le jour où le Danemark désarmera et par principe se déclarera neutre à tout jamais, cette démarche sera saluée avec joie et renforcée d'une adhésion unanime par les partis des démocrates-sociaux de la Norvège, de la Suède, de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre, ainsi que de tous les autres pays civilisés. Une agression guerrière contre un Danemark neutre et désarmé rencontrerait en tous pays la protestation la plus formelle et susciterait à l'agresseur lui-même les plus sérieuses difficultés intestines.

« L'idée du désarmement est bien vue en tous pays, et de jour en jour elle recrute de plus nombreux adeptes. Chaque pays voit augmenter considérablement le faix des contributions militaires, qui deviennent de plus en plus intolérables, et les progrès réalisés par la technique des armes meurtrières remplissent d'effroi toutes les populations.

« Toutefois, l'on peut à peine attendre, pour le moment, qu'une grande puissance veuille se décider à désarmer. Dans ces circonstances, il incombe aux petits Etats de prendre l'initiative, et parmi eux il est tout naturel que le Danemark, vu sa petitesse et le morcellement de son territoire par les eaux, fasse le premier pas. Etat souverain et indépendant des autres puissances, le Danemark peut effectuer son désarmement; ce serait la meilleure garantie de sa conservation et la condition d'un heureux avenir pour notre peuple. »

La Féodalité capitaliste

L'Économique, journal financier, que nous avons eu souvent l'occasion de citer, publie une étude sur l'entreprise des chemins de fer en Turquie, qui expose, mieux que nous ne saurions le faire, de quelle façon se constitue la féodalité financière.

C'est au célèbre baron Hirsch que revient l'honneur (... et le profit) d'avoir organisé les chemins de fer ottomans. En 1868, il n'était encore qu'un obscur banquier belge, mais il réussit

à obtenir du gouvernement turc la concession d'un réseau de 2.000 kilomètres, destiné à relier l'Orient à l'Occident. Le contrat stipulait au profit du concessionnaire une rente annuelle de 14.000 francs par kilomètre. En possession de ce contrat, le baron constitua une Compagnie d'exploitation française, avec des banquiers français et autrichiens. Il se débarrassa ainsi de tous les risques de l'entreprise en s'assurant une redevance annuelle qui fut le commencement de sa fabuleuse fortune. Pour n'avoir aucune avance de capitaux à faire, on émit les fameux « Lots turcs », formant une valeur nominale de 800 millions de francs. Les bas de laine se vidèrent, grâce à une savante publicité, et 1.260 kilomètres de voies ferrées furent ainsi construits.

En 1890, le baron Hirsch vendit au Bankverein de Vienne, et à la Deutsche Bank, tout son actif en actions de la Compagnie d'exploitation. Ce consortium de banques revendit la plus grande partie de ces actions. Le bénéfice réalisé par le célèbre baron fut de 160 à 170 millions.

Aujourd'hui, les chemins de fer turcs sont la riche proie de la Compagnie des Chemins de fer Orientaux. Le capital de l'entreprise n'est plus de 800 millions comme au début. Il s'est volatilisé et réduit à 54 millions.

Et voici, pour conclure, sans commentaires, le tableau des derniers résultats de cette entreprise :

Exercice	Recettes brutes	Bénéfices nets	Dividende	Etat des réserves à la fin de l'année av. le fonds d'assurance contre l'incendie
1903..	12.171.994	3.576.612	5 0/0	10.773.036
1904..	15.231.705	4.244.054	5 0/0	12.727.683
1905..	14.932.600	4.643.456	5 0/0	15.112.000
1906..	15.324.703	4.775.053	6 0/0	16.221.780
1907..	16.437.354	4.612.062	6 0/0	17.303.216

LE RÉPERTOIRE CAPITALISTE

Sous cette rubrique, nous classons les faits et documents qui nous sont fournis par les publications et statistiques bourgeoises et qui montrent le développement du capitalisme sous ses divers aspects et dans tous les pays.

Sabotage capitaliste.

Au cours du deuxième trimestre de 1908, le service d'inspection de la Ville de Paris, pour la répression des fraudes, a opéré 3.015 prélèvements, dont 1.148 ont été transmis au Parquet. Ont été reconnus falsifiés à l'analyse : 48 0/0 des échantillons de lait prélevés d'office; 31 0/0 des échantillons de vin prélevés d'office; 26 0/0 des échantillons d'autres denrées, soit 35 0/0 du nombre total des prélèvements d'office (c'est-à-dire non compris les échantillons prélevés à titre de comparaison ou pour l'exécution de commissions rogatoires).

Le cheval alimentaire.

La semaine dernière, à Lille, à la suite d'une conférence organisée par le Syndicat général de l'industrie chevaline en France, un ordre du jour a été voté pour demander « l'entrée en franchise ou avec des droits de douane raisonnables, des chevaux étrangers destinés à l'alimentation de la démocratie française. »

La consommation de la viande de cheval en France a augmenté dans des proportions considérables et dépasse 200.000 têtes par an.

La métallurgie en Hollande.

On annonce que le premier lingot d'acier vient d'être coulé aux usines A. Hillen et Cie, à Utrecht, à l'aide d'un four Martin.

Jusqu'ici, on n'avait pas encore produit d'acier dans tous les Pays-Bas. C'est donc le premier pas qui vient d'être fait et qui promet plus qu'on ne saurait croire pour l'avenir. En effet, depuis ces dernières années, les houillères deviennent de plus en plus productives, de sorte qu'on n'aura plus besoin de se procurer à l'étranger le charbon indispensable à l'industrie sidérurgique. En tout on a extrait, des différentes mines, 722.824 tonnes de houille, qui ont produit une somme de 4.918.568 florins. Le prix de vente moyen a été de 7,19 florins par tonne contre 5,73 florins il y a un an.

La Main-d'Œuvre AGRICOLE

On sait que la question agricole viendra au Congrès socialiste de Toulouse qui statuera sur l'enquête conduite par nos camarades Compère-Morel et Mauger et qui se poursuit depuis deux ans dans le Parti.

A ce sujet, nous croyons devoir reproduire une étude que vient de publier le *Cultivateur français* et dans laquelle nos lecteurs trouveront la confirmation, donnée par un agriculteur compétent, des faits maintes fois exposés par notre camarade Compère-Morel.

Chaque année s'accroît la crise de la main-d'œuvre agricole dans le Centre de la France, comprenant le Berry, le Nivernais et une partie des régions circonvoisines. Il faut des bras à l'agriculture, elle en manque de plus en plus. De mai à septembre c'est une crise qui se renouvelle chaque année et il semble qu'elle doive s'aggraver.

Les agriculteurs du Centre sont unanimes à dire : « Les bras renchérissement, nous ne trouvons plus les travailleurs qu'il nous faut. Ils deviennent rares, ils deviennent exigeants, où en arriverons-nous si cela continue? » Ecoutez d'autre part, les ouvriers agricoles : « Il n'y a plus de travail, il n'y a plus rien à faire? Les patrons paient mal et nous mettent le couteau sur la gorge. Il y a trop de concurrence ». Dans ce concert de doléances, qui a raison? Nous exposerons les faits, on jugera de quel côté est la vérité.

Actuellement encore, faute d'organisation, les agriculteurs du Centre sont à la merci des loués.

On connaît le mécanisme de ces marchés d'esclaves, allions-nous dire, de ces marchés d'êtres humains : sur la place publique, un jour de foire ou de marché d'une ville, d'un bourg, des hommes, des jeunes gens, des femmes, des filles débouchent et stationnent. C'est un rassemblement bigarré de gens endimanchés qui attendent ou discutent. Des conversations s'engagent entre ce monde. Les uns ne se connaissent ni d'Adam, ni d'Eve. D'autres se rappellent vaguement d'être des connaissances.

D'autres enfin se reconnaissent, entrent en conversation ou se tournent le dos, à peine se sont-ils vus ou sans doute reconnus.

Des hommes à l'allure plus décidée, des femmes aux allures bourgeoises circulent dans cette foule, dévisagent comme on examinerait une tête de bétail et carrément interpellent. Ce sont des questions et des réponses brèves, des objections, des marchandages.

On conteste l'endurance physique, on jette des prix, les marchandages se suivent et les engagements se contractent ferme à l'auberge, entre deux verres, ou sont suivis d'un repas que paie le patron ou la patronne.

Dans la coulisse intervient un marchand d'hommes officieux : c'est la Direction de l'Agence cantonale de l'Assistance publique du département de la Seine. C'est le loueur officiel de la plèbe abandonnée. On sait que l'assistance publique de la capitale place la plupart des êtres qu'elle ramasse, recueille, élève et garde aussi longtemps qu'elle peut dans les départements de la Nièvre, du Cher, de l'Allier, etc., etc. D'enfants assistés, ils deviennent pupilles de l'Administration de l'Assistance, une bonne mère pour... ses fonctionnaires, qui offre les bras de ses pupilles à l'agriculture qui, à l'instar de la Vénus de Milo, en manque, de bras. Les voici loués, garçons et filles. Le contrat de louage est passé entre le directeur de l'Agence de l'Assistance, qui encaisse la totalité des sommes pour le travail de son bétail humain, auquel à des périodes déterminées il versera généreusement, à titre de salaire, cinquante pour cent des sommes perçues, conservant l'autre moitié pour le compte de l'Assistance publique, laquelle se rembourse ainsi les frais de l'élevage des enfants à qui elle a servi de mère. Philanthropie officielle, voilà ton œuvre. Nous regrettons que le cadre de ce journal ne nous permette pas de remonter plus haut pour suivre un enfant assisté au moment de son placement chez le cultivateur, son nourricier jusqu'à la libération.

Au contingent des enfants assistés, il faut ajouter celui des militaires qui, la saison des travaux des champs venue, offrent leurs services à des prix peu élevés, d'autant plus réduits que cette main-d'œuvre est sans garantie de durée, volante et à la merci d'un rappel imprévu.

L'état de choses tel qu'il est chez nous souève des réclamations nombreuses mais stériles de la part des ouvriers agricoles adultes, tant à l'égard des militaires qu'à celui des pupilles de l'Assistance publique. Nous ne devons pas prendre parti dans ce différend, nous le constatons. Il fait l'objet de notre exposé de la situation contre laquelle s'élèvent de nombreux intéressés.

Les travailleurs des champs qui offrent leurs bras sont sériés par la nature de leur tâche et peuvent être classés aisément. Nous donnons ci-après la désignation de ces travailleurs et nous y ajouterons en même temps les prix d'embauchage et de durée tels que nous les avons relevés aux louées de domestiques agricoles du Cher, en juin-juillet 1908.

Désignation	Prix	Durée
Forts labourers.....	300	2 mois 1/2
Moyens labourers.....	225	id.
Labourers ordinaires...	190	id.
Bricolins.....	150 à 300	id.
Charretiers.....	290	3 mois
Vachers.....	250 à 450	un an
Bergers-vachers.....	200 à 300	id.
Pâtres-vachers.....	350 à 430	id.
Petits bergers.....	200 à 310	id.
Secondes fermières.....	350 à 450	id.
Bricolines.....	175 à 200	id.

Ces prix de main-d'œuvre sont de 10 à 20 0/0 plus élevés que ceux de l'année précédente et atteignent une majoration qui va jusqu'à 30 0/0 par rapport à ceux de 1906. La progression est surtout accusée sur la main-d'œuvre des labourers et des charretiers. Outre les sommes consenties à titre de salaire, il faut compter la nourriture et la boisson, celle-ci très généreusement concédée et parfois exigée à l'avance. La tâche des charretiers est de seize heures par jour, ils ont la tâche d'entretenir eux-mêmes les chevaux.

Ces prix élevés ont donné lieu, l'an dernier à un incident significatif dans la Nièvre. Le correspondant du *Petit Journal*, à Cosne, avait adressé une information relevant les prix offerts ou demandés et devenus un tarif dès fin juin; moins de huit jours plus tard, la mairie reçut plus de vingt demandes de renseignements d'ouvriers cherchant à s'embaucher qui trouvaient ces salaires très avantageux. Cependant, en juin dernier, un syndicat local avait organisé des fêtes louées pour les domestiques agricoles; il ne se présenta que de très rares travailleurs: ni offre, ni demande. Nous terminerons en constatant que dans d'autres localités des syndicats organisent depuis quelques années des fêtes louées, distribuent des primes de louage. Ces louées se développent graduellement, elles répondent donc à des besoins.

De ce qui précède faut-il se réjouir? Nous ne le croyons pas. Ces louées indiquent, premièrement l'isolement de notre agriculture, l'abandon des campagnes, l'individualisme arrivé au plus haut degré où chacun est livré aux hasards et ne sait s'il disposera de la main-d'œuvre dont il aura besoin. Aucune organisation, aucune communauté de vue, d'appui de précautionnement du patronat rural. Deuxièmement, le désarroi de la main-d'œuvre qui court de ville en bourg offrir ses services. Des concurrences organisées et des concurrences éphémères qui rompent l'équilibre du travail et des salaires normaux.



M. Pelletan et les Réformes

Dans la *Depêche de Toulouse*, M. Camille Pelletan, répondant à M. Albert Sarraut, écrit :

Albert Sarraut demande si le socialisme unifié consent à collaborer aux réformes auxquelles travaille le parti radical?

Je voudrais bien qu'Albert Sarraut nous indiquât les réformes dont il veut parler. Je n'en vois, pour le moment, qu'une seule sur le chan-

tier : c'est l'impôt sur le revenu. Les socialistes unifiés ont indiqué leur ferme résolution d'y collaborer par quelque chose de mieux que des déclarations, par des actes. Il leur était aisé de faire au projet ministériel une petite guerre de surenchère; à part un ou deux amendements, que, dans leur situation, ils étaient obligés de proposer et qui ne faisaient courir au projet aucun danger, ils ont effacé leurs préférences pour assurer le succès d'un système qui n'était pas plus le leur qu'il n'était absolument le nôtre. Ils ont formé le bataillon le plus fidèle, le plus solide de la majorité qui vota le projet ministériel. Et il n'y a pas eu une dissidence. Ceux même qui, notoirement, goûtent le moins les réformes dites bourgeoises, et ce projet en particulier, comme Allard, ont suivi la discipline. Il n'en était pas de même du groupe de nos voisins les radicaux sans étiquette, ni même de quelques radicaux socialistes (très peu nombreux, je me hâte de le dire), qui ont mis assez souvent le projet en péril. Après avoir eu sous les yeux un tel spectacle, quoi que puisse dire la voix « autorisée » de M. Bracke, il serait, ce me semble, peu raisonnable, de demander aux socialistes unifiés s'ils veulent nous refuser leur collaboration pour les réformes qui nous sont chères; c'est à nos lâcheurs, ô Sarraut, que cette question devrait être posée.

L'Action Sociale

À L'INTÉRIEUR

Les Congrès des Fédérations.

La Fédération de la Corrèze a délibéré sur l'ordre du jour du Congrès de Toulouse. De ses décisions, nous citerons les suivantes :

Les réformes dont le Parti acceptera la défense devront toujours servir la cause révolutionnaire, nécessaire à l'émancipation totale du prolétariat, et le Parti devra s'efforcer de faire remarquer en quoi elles la servent. Ne peuvent être dans ce cas que les propositions pouvant accroître la sécurité, la liberté, le loisir des travailleurs et forçant le pouvoir à reconnaître un principe utile à la propagande et à l'action socialiste.

Le Parti doit continuer à encourager toutes les formes syndicales et coopératives de l'action prolétarienne, mais doit déclarer que, pour rester dans son sein, il faut reconnaître la nécessité et l'efficacité de l'action politique sous toutes ses formes : électorales, parlementaires, etc....

La Fédération de Loir-et-Cher, délibérant sur le même objet s'est prononcée :

Pour un blâme au citoyen Breton, qui a contrevenu au pacte d'unité, ce dans le cas où il s'engagerait à observer à l'avenir la discipline socialiste, et pour l'exclusion dans le cas contraire; — pour l'obligation aux députés du Parti de voter contre le Budget (15 mandats contre 2 et 4 abstentions); — pour le vote des réformes, afin que soit démontrée au Prolétariat leur insuffisance ou leur inutilité (7 mandats contre 5); — pour une propagande active dans le pays; — pour que des candidatures socialistes soient présentées en 1910 dans toutes les circonscriptions et qu'une caisse nationale spéciale soit constituée à cet effet, par l'augmentation de 50 centimes du prix de la carte du Parti.

L'Unité Minière.

Ainsi que nous l'avions prévu, le Syndicat des mineurs du Pas de Calais a accueilli favorablement la demande de la Fédération Syndicale du Pas de Calais tendant à constituer l'unité minière dans ce département et désigné huit de ses membres pour recevoir la délégation des demandeurs.

Le referendum du Livre.

La Fédération du Livre a procédé au dépouillement des résultats du referendum qu'elle avait organisé, ainsi que nous l'avons déjà fait savoir, pour connaître le sentiment de ses adhérents dans le regrettable conflit advenu entre son Comité Central et la 21^e Section (Seine).

Par 6.333 voix contre 4.196 la grève générale en faveur dans les milieux syndicalistes a été repoussée; par 6.643 voix, contre 811, la grève générale a été admise comme moyen de résistance au cas où la liberté syndicale serait menacée; par 6.413 voix contre 1.096 la conduite du Comité Central a été approuvée.

Dans la 21^e section, composée de 3.400 membres, 917 fédérés seulement ont pris part au referendum. 186 bulletins ont été annulés pour défaut de contrôle. 748 voix contre 31 se sont manifestées contre la grève générale préconisée par la C.G.T. et 711 voix contre 65 ont approuvée le C.C.

Le Comité Central a commenté comme suit les résultats du referendum :

Il ressort d'une manière concluante des chiffres du referendum que, dans le Livre, on est opposé au principe de la grève générale de vingt-quatre, quarant-huit heures et plus.

L'imposante majorité qui s'est affirmée sur la 2^e question dénote, par contre, une volonté, une ferme résolution de s'opposer à toute violation des libertés syndicales : gouvernement et parlementaires doivent méditer sur une aussi précise indication.

Quant à la réponse à la troisième question, elle donne pleinement satisfaction au Comité central tout entier, puisque son attitude durant les récents événements est approuvée d'éclatante façon, et qu'elle fait justice de l'accusation si grave d'avoir trahi les intérêts corporatifs.

Ce vote, d'une importance si considérable, devra mettre, espérons-nous, fin à la néfaste division, à la déplorable dualité qui règne entre les deux Comités, central et syndical.

Le lock-out de la verrerie

MM. les Patrons des verreries françaises voient d'un fort mauvais œil — comme tous les patrons, d'ailleurs! — les progrès de l'organisation syndicale ouvrière dans leur industrie. Afin de briser cette organisation, ils se sont entendus et ont proclamé le lock-out dans les verreries de Creil, St-Germer, Fouquières (Oise), Vieux-Rouen, Rétonval, Romesnil, Blangy-sur-Bresles, Incheville, Eu, Le Tréport (Seine-Inférieure : 2 verreries), et Martainville (Somme).

Coopératives paysannes.

Depuis plusieurs années un grand mouvement de production coopérative paysanne s'est développé dans les Charentes et le Poitou sous forme de laiteries coopératives.

L'an dernier on avait groupé 109 Sociétés et 64.784 sociétaires.

Le nombre des vaches a passé en un an de 155.789 à 159.812, ce qui donne une moyenne de 2 vaches 4 par sociétaire et 1.466 par Société.

La quantité totale de lait reçue par nos 109 laiteries, en 1907, s'est élevée à 226.049.507 litres, en augmentation de 6.510.308 litres sur 1907. C'est une moyenne de 2.074.000 litres par laiterie; mais il y a de grandes différences dans la répartition de ces quantités de lait, puisque certaines Sociétés atteignent à peine 500.000 litres par an, tandis que d'autres dépassent 6 millions 1/2. Quoi qu'il en soit, la production par vache n'a été que de 1.415 litres, chiffre sensiblement le même qu'en 1906 (1.409 litres). Si l'on compare les laiteries, on voit que cette production est également sujette à des écarts allant du simple au double et presque au triple, la moyenne annuelle par vache ne dépassant pas 800 litres dans quelques laiteries et atteignant 2.300 dans d'autres.

Le prix de vente du beurre a atteint 29.494,970 francs; la valeur du résidu de fabrication du lait écrémé étant de 3.951.866 francs, les recettes totales se sont élevées en 1907 à 33.802.179 francs.

D'autre part, les frais généraux d'exploitation, ramassage compris, forment le total de 3.711.640 francs, soit 10,98 0/0 des recettes totales. Ces frais représentent 1 fr. 64 par hectolitre de lait ou 0 fr. 354 par kilogramme de beurre fabriqué.

À L'EXTÉRIEUR

Les Syndicats Anglais.

Le 7 septembre s'est ouvert le Congrès annuel des puissantes *Trades Union's*. 1.750.000 ouvriers se sont fait inscrire pour participer au Congrès. Le suffrage universel n'existe pas encore dans ce pays. Et la classe ouvrière se prépare à la conquête des droits politiques. Le gouvernement libéral a pris des engagements, mais il faudra le presser.

Le comité parlementaire des syndicats a proposé une résolution où il demandera, entre autres choses, le paiement des fonctionnaires s'occupant des élections des frais qu'elles entraî-

ment et qui se chiffraient par 3.000-4.000 francs payés par les candidats, de l'indemnité parlementaire, des ballottages, des lois contre la corruption électorale, du droit de vote pour les femmes, etc. La classe ouvrière anglaise a compris la nécessité absolue de l'action politique et parlementaire.

Le Congrès a eu lieu à Nottingham. Nous en donnerons le compte-rendu.

A la fin de 1906, on ne comptait pas moins de 645 syndicats reconnus en Angleterre. Le nombre total des adhérents s'élevait à 1.719.031 et les revenus syndicalistes atteignaient le chiffre respectable de 67.741.625 francs.

D'un autre côté, les dépenses de l'année s'élevaient à 57.080.750 francs. Quoi qu'il en soit, les Trades-unions ne sont pas sans argent, car au 31 décembre 1906, il leur restait en caisse 146.608.550 francs exactement.

Comparés à ceux des années précédentes, les chiffres accusent une augmentation sur toute la ligne, sauf en ce qui concerne les dépenses qui accusent une diminution.

En Finlande.

Sans le joug du tsar ce pays serait le plus démocratique du monde. On sait que les citoyennes socialistes sont élues comme député à la Chambre, et que le Parti socialiste possède la fraction parlementaire la plus nombreuse. Le camarade Trjo Sirola, vice-président, vient de prononcer un réquisitoire contre le Budget en démontrant son caractère de classe. C'est la classe ouvrière qui l'alimente. Et ce sont les classes dominantes qui en tirent profit. La principale source de revenus est formée par les droits de douane fournissant 45 millions de marks. L'Etat dépense 50.000 marks pour les travaux publics, mais les frais d'administration en coûtent 40.000. Un socialisme d'Etat idéal !

La crise économique des Etats-Unis.

La statistique du commerce extérieur des Etats-Unis, du 1^{er} juillet 1907 au 30 juin 1908, révèle l'importance de la crise économique du mois d'octobre dernier, dont les effets se font encore sentir.

Pour la première fois, depuis douze ans, le mouvement des échanges entre l'Union et les pays étrangers est en recul. La valeur totale des marchandises importées et exportées n'est plus que de 3 milliards 55 millions de dollars contre 3 milliards 315 millions pour l'exercice précédent. C'est une diminution de 260 millions de dollars (1.300 millions de francs). Elle est d'autant plus sensible que, depuis longtemps, chaque année montrait un accroissement sur l'année précédente. De plus, le premier trimestre de 1907 est antérieur à la crise et c'est pourquoi les résultats totaux ne sont pas plus mauvais.

Le Syndicat national des mécaniciens du Danemarck.

Ce syndicat est encore le seul qui ait établi une statistique exacte des salaires, avec des chiffres absolument indispensables, pris ville par ville, bourg par bourg, village par village et atelier par atelier dans chaque endroit, chiffres que chaque adhérent peut vérifier; elle s'étend de 1900 à 1906.

Il en résulte qu'à Copenhague, 60/0 travaillent au dessous du salaire minimum, 100/0 l'égalent et 840/0 ont des salaires supérieurs, et qu'en province 120/0 ont un salaire inférieur au salaire minimum, 270/0 l'égalent et 610/0 ont un salaire supérieur.

Et le salaire moyen ressort pour Copenhague à 0 fr. 57, et pour la province à 0 fr. 52. Mais c'est là le salaire à la journée qui est majoré de 30 à 500/0, avec le travail aux pièces; le plus haut salaire que nous constatons est de 1 fr. 08 de l'heure à la journée.

Si nous prenons le salaire moyen à la journée, nous obtenons pour 300 jours de travail : 1.710 francs.

Si nous prenons ce même salaire et que nous ajoutons la moyenne du boni du travail aux pièces, nous obtenons 8 francs par jour, soit 2.400 francs pour 300 jours.

Ce sont là des chiffres absolus qui n'expliquent rien; il faut les comparer aux besoins nécessaires à l'entretien digne d'une famille. Cet entretien est évalué à Copenhague, pour une famille de 5 personnes, à 1.060 francs par an.

Les classes aux Etats-Unis.

D'après le citoyen Berger, rédacteur en chef du *Social-Democratic-Herald*, voici quelle est la situation des classes aux Etats-Unis :

« D'après le recensement officiel de 1900, la fortune totale de l'Amérique est de 95 milliards de dollars (on sait que le dollar vaut environ 5 francs).

« La classe capitaliste comprend 250.000 personnes qui possèdent 67 milliards de dollars, soit plus de 700/0 de la fortune totale.

« La classe moyenne compte 8.430.000 personnes qui possèdent 24 milliards de dollars, soit 250/0 de la fortune totale.

« La classe prolétaire compte 20.400.000 personnes qui possèdent 4 milliards de dollars, à peine 40/0 de la fortune totale. »

Il y a donc deux tiers de la population qui possèdent si peu... qu'ils ne possèdent rien.



La Presse Corporative

De Paul Guiraud, dans *l'Ouvrier peintre*, à propos des retraites ouvrières :

En voulez-vous de l'argent ? Le député Vincent Carlier (de Marseille), dans une brochure qu'il vient de publier, montre les bénéfices fantastiques qu'encaissent chaque année les Compagnies d'assurances.

C'est une source abondante, car les bénéfices réalisés se chiffrent par centaines de millions tous les ans.

L'Etat vient de racheter la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. Il ne serait pas besoin d'en faire autant pour les Compagnies d'assurances, où il n'y a ni magasins, ni usines, ni matériel fixe ou roulant. Il y a juste un dépôt de fonds.

Il n'y a qu'à prononcer le retour à la Nation de toutes ces Sociétés ; ce serait facile, mais faut-il le vouloir.

Nos « honorables », qui sont pour la plupart des actionnaires, les conseils ou les avocats de ces Sociétés voudront-ils exproprier ? J'en doute. Et pourtant...

De l'organe officiel de la Fédération des Ouvriers mécaniciens : *le Réveil mécanicien*, ces judicieuses réflexions dédiées aux théoriciens de l'action directe :

Pour d'aucuns, nombreux parmi ceux qui militent dans les organisations, il importait peu, et ils n'iaient même, que les syndicats soient forts par le nombre de leurs adhérents; ce qu'il fallait surtout, c'étaient des militants, des camarades convaincus s'enrôlant dans le syndicat imbus de la bonne doctrine syndicale et révolutionnaire et aptes à revendiquer en tous moments et en toutes occasions.

Point n'était nécessaire de s'entourer d'éléments suiveurs, sans énergie, capables seulement d'apporter au syndicat leur cotisation. Ces éléments-là ne pouvaient qu'entraver la marche ascendante du syndicat par une inertie coupable. Encore moins, il fallait songer à grouper les individus en leur faisant apparaître avec les principes fondamentaux du syndicalisme les bienfaits d'une solidarité effective, sous une forme plus matérielle que purement morale et partant plus attractive pour beaucoup de travailleurs. C'était là une déviation inadmissible et de quel ton méprisant nous traitait-on de mutualistes!!!

Mais voici qu'aujourd'hui, dans la lutte intense qui s'est engagée entre les travailleurs du bâtiment et leurs exploités, nous voyons nos camarades, au fur et à mesure qu'ils enrégimentent des succès, mettre en pratique, avec une énergie sans pareille, une théorie pour le moins contraire à celle qui prévalait jusqu'ici dans les milieux révolutionnaires. Il paraît admis aujourd'hui qu'il ne faut pas faire fi de la quantité pour ne conserver que la qualité; la chasse aux renards et l'obligation de présenter aux réquisitions des militants la carte fédérale a certainement pour but d'obliger tous les ouvriers du bâtiment et d'ailleurs de rentrer dans les syndicats ouvriers de leur corporation, de bon gré ou de force.



La Presse Socialiste

A propos de la proposition de la Côte-d'Or, Charles Vérecque écrit dans un article tout entier à reproduire :

Contrairement à ce qu'avance cette résolution, ce qui est inscrit en tête des principes du Parti,

c'est la conquête du pouvoir politique et non la conquête des pouvoirs publics. Mais passons; conquête des pouvoirs publics est bientôt dit, et nous qui connaissons les auteurs et les défenseurs des résolutions de la Côte-d'Or, nous savons où l'on veut en venir. Ce qu'on voudrait, c'est que les socialistes pénètrent non seulement dans les assemblées électives, mais aussi dans le gouvernement. Or, la participation des socialistes au gouvernement de la bourgeoisie est contraire aux intérêts du socialisme et du prolétariat, et les Congrès socialistes nationaux et internationaux l'ont condamnée. La non-participation est même devenue une des conditions de l'Unité en France. Les socialistes peuvent pénétrer partout où ils rencontrent des électeurs : la porte du gouvernement leur est donc interdite.

Sur la « discipline républicaine » :

Faut-il que nous répétions que nous n'avons pas d'engagement à prendre vis-à-vis du parti radical, pas plus, d'ailleurs, que vis-à-vis du parti réactionnaire. Le Parti Socialiste n'a d'engagement à prendre que vis-à-vis de lui-même, et nous pensons qu'au second tour de scrutin, ce qui doit décider, c'est l'intérêt du Parti et de la classe ouvrière, et non la prétendue discipline républicaine. Notre attitude au second tour ne peut donc être déterminée qu'après le premier tour, et elle ne peut l'être que par les Fédérations et non par le Congrès qui ne peut connaître les multiples aspects de la situation électorale du second tour.

Sur le vote du Budget :

Le citoyen Fiévet croit que la méthode tracée par ces résolutions est plus dangereuse pour les capitalistes que toutes les pétarades plus ou moins anarchistes. Il nous permettra de lui dire que les pétarades anarchistes ne sont pas dangereuses pour les capitalistes; ce qu'ils considèrent comme dangereux, c'est lorsqu'ils voient les prolétaires se grouper contre eux et leurs institutions et leur refuser sous quelque forme que ce soit (gouvernement ou budget) les moyens de domination et d'exploitation.

De André Benaux dans le Socialiste Ardennais, sur le vote du Budget :

Et puis, qu'est-ce, en somme, que voter le Budget ? C'est permettre les gaspillages de toutes natures qui s'accomplissent en régime capitaliste; c'est jeter les ressources nationales dans les gouffres de la guerre et de la marine et enrichir les actionnaires des comptoirs métallurgiques qui fournissent à l'Etat les engins de mort; c'est donner le blanc-seing aux aventures coloniales les plus folles qui permettront aux financiers internationaux de mettre en coupe réglée des régions jusqu'alors réfractaires à la « colonisation » capitaliste et où nos soldats vont trouver la mort; c'est voter aux hauts fonctionnaires civils ou militaires qui sévissent dans nos administrations, les prébendes scandaleuses avec lesquelles ils entretiendront les horizontales en renom; c'est voter les crédits qui permettront à la bourgeoisie de mettre à son service l'armée de gendarmes, de policiers et de magistrats qui fraqueront les organisations ouvrières et les militants, en un mot, c'est donner à cette bourgeoisie le moyen de continuer sa domination.

De Raoul Evrard dans le Citoyen du Pas-de-Calais. L'allusion, espérons-le, arrivera à bonne adresse :

Comment, voici des fils de bourgeois, dont les pères ont exploité toute leur vie les travailleurs, pour leur procurer une instruction soignée et des jouissances, qui prétendent donner des leçons d'organisation aux travailleurs, pour lutter contre les patrons, contre les capitalistes ! Et quels sont les moyens ? Action directe, sabotage, etc. Hum, hum, cela me paraît bien bizarre. Et si les travailleurs commençaient par saboter les machines de leur paternel ? Ces messieurs riraient sûrement jaune; à moins qu'il n'y ait point de Syndicat chez les ouvriers du papa. Mais alors, ils devraient commencer par aller les organiser.

Revenons à la question.

Nous avons vu partout en Europe, un accord parfait régner entre le Syndicat et le Parti Socialiste.

Nous avons vu qu'en France cela ne tient qu'à des individus, anarchistes pour la plupart, introduits dans les Syndicats et dans le Parti. Mais si, en France, cela n'existe pas encore d'une façon officielle et à un point de vue général, cela commence à se produire.

Les discussions des Congrès de Nancy et de Limoges, la décision du Congrès de Stuttgart n'auront point été inutiles. Elles ont ouvert les yeux aux travailleurs et les ont rappelés à leur devoir.

Continuons d'espérer.....

Sur l'organisation ouvrière, de René Nicod, dans *l'Eclaireur de l'Ain* :

A l'heure actuelle, le syndicalisme malgré sa force croissante n'est encore qu'un organisme de lutte à peine sorti des langes. Les syndiqués sont perdus dans la masse amorphe, fuyante, insaisissable des non-syndiqués. Il importe avant tout de procéder au recrutement de l'armée syndicale de manière à ce que le groupement syndical représente au moins la plus importante partie de la classe des producteurs.

Quand, dans une corporation, le nombre des ouvriers syndiqués dépassera le nombre des ouvriers en dehors du groupement syndical, les décisions prises par le syndicat auront une autorité morale considérable. Quand dans le syndicat lui-même aucune résolution ne fera loi si elle n'est votée par la majorité des cotisants, l'action ouvrière aura gagné énormément en cohésion et en puissance.

La loi des majorités, peut-on objecter, est arbitraire. Entendu. Mais c'est la grande loi qui régit, à l'heure actuelle, toute notre démocratie et indépendamment de cette considération on ne peut pourtant pas, par amour du paradoxe, lui substituer la loi des minorités.

Notre ami Ch. Dumas, a publié une intéressante étude sur Guy de Maupassant, dans la *Neue Zeit*, dont voici la conclusion :

Il (G. de Maupassant) a donné un tableau repoussant de notre société basée sur l'égoïsme et sur les intérêts de classe. On l'a représentée comme un amoraliste. Cet amoralisme, comme celui de Marx, est de pure apparence. La condamnation morale n'est pas prononcée par l'artiste génial d'une façon métaphysique, des dehors de la vie, sous la forme de sermon. Elle résulte du mouvement de la vie même. C'est la méthode dialectique.

Il ne colle pas des étiquettes et des inscriptions morales aux phénomènes de la vie. Les hommes et leurs actes ne sont pas dénoncés avec le fracas d'un moraliste indigné. C'est par leur caractère propre, par eux-mêmes, qu'ils se font repousser.

Sa haine, son amour, sa colère et son dégoût se cristallisent en figures éternellement vivantes. Le tout agit d'autant plus profondément et efficacement...

Sans vouloir faire des analogies et des comparaisons, nous observons que cette morale dialectique et vivante rappelle la critique de l'exploitation capitaliste du *Capital* de Karl Marx qu'un écrivain bourgeois a considérée, malgré ses dimensions respectables et son caractère scientifique et objectif, comme « le pamphlet le plus cruel » dirigé contre la société capitaliste. G. de Maupassant prononce l'arrêt de mort de la société capitaliste sans le vouloir, rien qu'en peignant ce qui est.

Du Peuple de Bruxelles sur l'admission des mineurs à la C. G. T.

La Confédération englobe maintenant la quasi totalité des syndicats ouvriers — de ceux qui ne sont pas atteints de jaunisse s'entend. Elle n'est plus l'organe d'une tendance, mais de toutes les tendances du prolétariat lui-même. C'est un fait d'une incalculable portée.

Après une jeunesse parfois un peu orageuse, elle arrive à l'âge mûr, à l'âge des responsabilités.

Certains socialistes, heureux de trouver un social-démocrate en faute, sont montés sur leurs grands chevaux pour rejeter notre ami Hyndman du sein du véritable socialisme, à cause de certain article publié par lui et quelque peu — il faut le croire — dénaturé. Voici comment Hyndman leur répond :

Hardie donne certainement une fausse idée de ma personne lorsqu'il affirme que je proclame la guerre avec l'Allemagne « inévitable ». Je n'ai rien dit de ce genre. La guerre n'est inévitable que si nous faisons ce que Hardie nous adjure de faire, c'est-à-dire si nous fermons les yeux sur ce qui se passe et refusons d'employer le bon moyen pour montrer aux deux peuples où nous allons, au lieu de nous efforcer de rendre leurs relations amicales, tout en ne perdant pas de vue les faits existants. Le danger de guerre existe aujourd'hui et ce serait folie d'essayer de le déguiser. Il est absolument extraordinaire, que ce soit à présent qu'on fasse tout ce bruit étant donné que, depuis le commencement de la campagne allemande contre ce pays en 1900, nous n'avons jamais cessé, nous les rédacteurs de *Justice*, d'avertir les social-démocrates du danger de la guerre nous menaçant d'une façon inattendue.

AVIS AUX LECTEURS et ABONNÉS

Les amis et collaborateurs du Socialisme se sont réunis pour prendre connaissance de la situation financière de ce journal-revue.

Il résulte de l'examen des comptes :

1° Que la vente au numéro, soit par l'intermédiaire des dépositaires amis, soit par les Messageries Hachette, couvre à peu près les frais d'impression et d'expédition ;

2° Que les recettes des abonnements ne compensent pas les dépenses d'impression et d'expédition, en raison du tarif de 5 francs pour un an, 2 fr. 50 pour six mois et 1 fr. 25 pour trois mois, qui a été établi.

Il a, en conséquence, été décidé d'un commun accord :

1° D'inviter les lecteurs au numéro à passer par l'abonnement ;

2° De porter, à partir du 15 août, le tarif de l'abonnement à 6 francs pour un an, 3 francs pour six mois, 1 fr. 50 pour trois mois.

Les recouvrements postaux d'abonnements ne seront faits que pour un an ou six mois, et seront de 6 fr. 50 l'an et 3 fr. 25 le semestre, afin de couvrir les frais postaux.

Les abonnements partent du 15 de chaque mois. Enfin, pour couvrir le déficit résultant du tarif d'abonnement réduit, antérieurement consenti, une souscription est ouverte à partir de ce jour.

Un reçu du montant de la souscription sera envoyé à chaque souscripteur.

Adresser les fonds par mandats ou bons de poste, à l'Administrateur-délégué du Socialisme, 15, rue Visconti, Paris-VI^e.

Les abonnés de trois ou six mois dont l'abonnement expire le 15 août prochain, sont priés de ne pas attendre l'expiration de cet abonnement pour le renouveler — ceci afin d'éviter les frais de recouvrement.

La Coopération du Livre

ASSOCIATION OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE

3, Impasse Crozatier, 3 — PARIS-XII^e

CATALOGUES, JOURNAUX, REVUES
PUBLICATIONS PÉRIODIQUES, etc.

LES DOCUMENTS DU PROGRÈS

Revue mensuelle Internationale

Édition française à Paris. — Édition allemande à Berlin

Édition anglaise à Londres

RUBRIQUE : " Le mouvement ouvrier international ", rédigée exclusivement sous la direction du Comité de rédaction du *Socialisme*, avec la collaboration des écrivains des partis socialistes du monde entier.

Abonnement à tarif réduit pour les abonnés et lecteurs du *Socialisme* :

8 francs par an pour la France. — 10 francs par an pour l'Étranger.

Le montant de l'abonnement réduit doit être adressé au *Socialisme*, 15, rue Visconti, Paris. — Envoi d'un spécimen gratuit sur demande.

LES VIGNERONS LIBRES, Coopérative paysanne de Production

Siège social et Cave collective de Vinification : MARAUSSAN

Vente vinicole directe par 297 producteurs co-associés

Opérations réalisées depuis 1902 : Hectolitres vendus : 183.438.

Montant des Affaires : Quatre millions 340.567 francs

Les vins rouges, blancs ou rosés de la vaillante commune socialiste de MARAUSSAN ont acquis dans tous les milieux de consommation une légitime et grandissante réputation.

A qualité égale, leurs prix défient toute concurrence.

Pour renseignements ou échantillon, écrire soit au citoyen E. CATHALA, agent commercial des V.L. ; 19, rue de l'Embarcadère, Charenton (Seine), soit au Siège social, Maraussan (Hérault).

Lé Gérant : MERCY.



La Coopération du Livre (Association Ouvrière d'Imprimerie), 3, Impasse Crozatier, Paris-XII^e
Administrateur-Délégué : L. MIOT.

LES DOCUMENTS DU PROGRÈS

REVUE INTERNATIONALE

Sommaire du Numéro d'AOUT

Le Socialisme comme facteur du Progrès, par Edouard BERNSTEIN, ancien membre du Reichstag allemand. — Races mourantes et Prolétariat naissant, par Charles MALATO. — La Psychologie de l'émigration japonaise, par M. MAHLINGER. — Le Mouvement révolutionnaire dans l'Inde anglaise, par J. STIRAMULU (Rajamandri). — Industrie et Progrès, par Rodolphe BRODA. — Que faire des Anti-Sociaux, par le Docteur TOULOUSE. — La Grève de Parme, par R. RIGOLA, ancien député, secrétaire de la Confederazione generale del Lavoro. — Le Socialisme en Amérique du Sud, par Manuel UGARTE. — La Misère en Russie, par Charles DUMAS. — Les Elections législatives en Belgique, par M.-L. PÉPIN, député de Mons. — L'Avenir économique du Canada, par M. ADORB. — La Navigation aérienne dans le Présent et dans l'Avenir, par John H. LEDEBOER (Londres). — Les récentes Expéditions au Pôle Nord, par Rich. HENNIG. — Les Nouveaux Mouvements dans l'Art actuel, par Camille MAUCLAIR. — Chroniques.

Abonnement annuel : 8 francs pour la France et 10 francs pour l'Étranger, en adressant le montant à l'administrateur-délégué du Socialisme, 15, rue Visconti, Paris (VI^e.)

EN VENTE

AUX BUREAUX DU "SOCIALISME"

15, Rue Visconti, Paris

Une Brochure à 0 fr. 40 (30 fr. le cent)

DE
VINCENT CARLIER

Député des Bouches-du-Rhône.

Les Retraites Ouvrières et Paysannes

par le Monopole des Assurances

ÉTUDE PRÉFACE DE CHARLES DUMAS

Exposé des motifs et texte du projet de loi déposé par VINCENT CARLIER à la Chambre des députés ; Bilan des Compagnies d'assurances ; bénéfices réalisés par ces Compagnies ; revenus annuels du monopole.

La même brochure réduite, pour la vente à 0 fr. 10 (6 fr. le cent), contient la préface, l'exposé des motifs et le projet de loi.